



RCS : CHAMBERY

Code greffe : 7301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CHAMBERY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 00815

Numéro SIREN : 812 302 297

Nom ou dénomination : A.C.D.

Ce dépôt a été enregistré le 07/07/2015 sous le numéro de dépôt 4198

"A.C.D."
 Société par actions simplifiée
 Au capital de 5 000 Euros
 Siège social : CHALLES-LES-EAUX (73190)
 207 Route de Saint Baldoph

TRIBUNAL de COMMERCE-CHAMBERY

DEPOT
 du - 7 JUL. 2015

N°..... Le Greffier,

LISTE DES SOUSCRIPTEURS : APPORTS EN NUMERAIRE

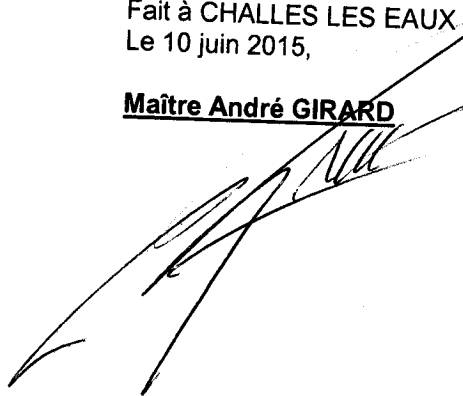
- Capital : 5 000 Euros
- Nombre d'actions : 5 000 actions toutes de numéraire
- Valeur nominale : 1,00 Euro
- Souscrites en totalité et entièrement libérées à la souscription

Répartition des actions			Etat des versements	
N°	Nom, prénom, adresse du souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Montant nominal des actions souscrites en Euros	Montant des versements effectués en Euros
1	M. Thierry CULOMA 72 Rue de la Plaine 73420 VOGLANS	2 250	2 250,00 €	2 250,00 €
2	M. Bernard LEGER 207 Route de Saint Baldoph 73190 CHALLES LES EAUX	2 250	2 250,00 €	2 250,00 €
3	M. Christophe TEXIER 1 Rue des Goélands 73100 AIX LES BAINS	500	500,00 €	500,00 €
Total des actions souscrites			5 000 actions	
Total du montant nominal de ces actions.....			5 000,00 Euros	
Total des versements effectués.....			5 000,00 Euros	

Le présent état constatant la souscription de 5 000 actions de numéraire de la Société "A.C.D." ainsi que le versement de la totalité du montant nominal desdites actions, soit la somme de CINQ MILLE EUROS (5.000,00 EUR), est certifié exact, sincère et véritable par Maître André GIRARD, Notaire à MONTMELIAN (73800), 541 Avenue du Grésivaudan, avec Bureau annexe à CHALLES LES EAUX (73190), 7 Chemin des Primevères, dépositaire des fonds constitutifs du capital social.

Fait à CHALLES LES EAUX (Savoie),
 Le 10 juin 2015,

Maître André GIRARD



DECLARATION DE CREATION D'UNE SOCIÉTÉ OU AUTRE PERSONNE MORALE



N° 13959*03

SAS, SA, SNC, SELAFA, SELAS, Commandite et société commerciale étrangère
ATTENTION pour la constitution d'une SARL, SELARL, société civile, société ayant une activité principale agricole, GIE/GIEI, prendre un imprimé MO spécifique ou GO

Pour faciliter votre déclaration, reportez-vous à la notice

RÉSERVÉ AU CFE M GUIDB EFKT
Déclaration n° 633015033569
Reçue le 26/6/15
Transmise le 30/6/15

- 1 ☒ CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ COMMERCIALE ☐ LA SOCIÉTÉ EST CONSTITUÉE SANS EXERCER L'ACTIVITÉ
☐ SOCIÉTÉ COMMERCIALE ÉTRANGÈRE : ☐ OUVERTURE DU PREMIER ÉTABLISSEMENT EN FRANCE ☐ ACTIVITÉ AMBULANTE D'UNE SOCIÉTÉ DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN (EEE)
☐ CONSTITUTION D'UNE PERSONNE MORALE DONT L'IMMATRICULATION EST PRÉVUE PAR UN TEXTE

DECLARATION RELATIVE À LA SOCIÉTÉ

2 DÉNOMINATION "A.C.D." _____
Forme juridique SAS _____
☐ SAS constituée d'un associé unique, l'associé unique en est le président ☐ oui
Durée de la personne morale 99 ans _____
Capital, montant, unité monétaire : 5.000. Euros _____ Si capital variable, minimum _____
Date de clôture de l'exercice social 31.01.09 Le cas échéant, du 1^{er} exercice : 31.01.09 2.01.16

3 PRINCIPALES ACTIVITÉS parmi celles énumérées dans l'objet social :
achat et la vente de produits pharmaceutiques médicaux et para-médicaux, et par conséquent l'exercice de toutes les activités spécialisées relevant de la pharmacie
☐ La société résulte d'une fusion / scission : indiquer les personnes morales qui ont participé à l'opération sur l'intercalaire MO.

4 AUTRES ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN ÉTAT MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE
OU DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN : Indiquer ces établissements sur l'intercalaire MO.

DECLARATION RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT

8 ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT où s'exerce l'activité, si différente du siège et relevant du même greffe sinon remplir l'imprimé M2
(Rés., bât., app., étage, n°, voie, lieu-dit) _____

9 NOM COMMERCIAL _____
ENSEIGNE _____
Code postal _____ Commune _____

10 DATE DE DÉBUT D'ACTIVITÉ 1.01.06 2.01.15 ☒ Permanente ☐ Saisonnière / ☐ Ambulant
Activité principale exercée dans l'établissement : achat et la vente de produits pharmaceutiques et para-médicaux, et par conséquent l'exercice de toutes les activités spécialisées relevant de la pharmacie
Autres activités exercées dans l'établissement : _____

6 ADRESSE DU SIÈGE

Rés., bât., app., étage, n°, voie, lieu-dit 207 Route de Saint Baldoph

Code postal 713190 Commune CHALLES LES EAUX
Préciser si le siège est fixé :
☐ Au domicile du gérant dans le cadre de la domiciliation provisoire
☐ Dans une entreprise de domiciliation : N° unique d'identification _____
Nom du domiciliataire _____

7 SOCIÉTÉS COMMERCIALES ÉTRANGÈRES

Registre public du siège à l'étranger : _____

Lieu et pays _____
N° d'immatriculation _____
Adresse de l'établissement en France : Rés., bât., app., étage, n°, voie, lieu-dit _____

Code postal _____ Commune _____
Marché principal où s'exerce l'activité ambulante (société de l'EEE) : _____
Code postal _____ Commune _____

ORIGINE DU FONDS OU ORIGINE DE L'ACTIVITÉ

ORIGINE DE L'ACTIVITÉ LIBÉRALE ☒ Création, passer au cadre 12 ☐ Reprise

Précédent exploitant : N° unique d'identification _____

Nom de naissance / Dénomination _____

Nom d'usage _____ Prénoms _____

ACHAT, Apport (sauf pour fonds artisanal et achat dans le cadre d'un plan de cession) ☐ Création, passer au cadre 12 ☐ Achat ☐ Apport

Journal d'Annonces Légales : date de parution _____

Nom du journal : _____

Précédent exploitant : N° unique d'identification _____

Nom de naissance / Dénomination _____

Nom d'usage _____ Prénoms _____

☐ Location-Gérance ☐ Gérance-mandat ☐ Autre fin

Dates du contrat : Début _____ fin _____

Renouvellement par tacite reconduction ☐ oui ☐ non

Loueur du fonds ou Mandant du fonds _____

Nom de naissance / Dénomination _____ Prénoms _____

Nom d'usage _____

Domicile / Siège _____ Commune _____

Code postal _____

Pour la gérance-mandat N° unique d'identification du mandant _____

Greffe d'immatriculation _____

12

Pour les personnes morales soumises à l'obligation de désigner un représentant, compléter la rubrique spécifique de l'imprimé EN0

Pour les personnes physiques soumise au régime des travailleurs non salariés, compléter par le volet social TNS/SNC, cliqué en commande ...

Nom de naissance / dénomination LEGER

Né(e) le	2	7	0	1	1	9	6	4	
	à LYON (69006)								
	Nationalité française								

Code postal 713190 Commune CHARENTON LEURANT

Lieu et N° d'immatriculation

QUALITÉ

Nom d'usage	Prénom

Domicile / Siegel Code postal Communauté

Lieu et N° d'immatriculation

11.11.11

Nom d'usage

Domicile / Siège _____

POUR UNE PERSONNE MORALE forme juridique

1000

OPTION(S) FISCALE(S)

20

DRESSE de correspondance ☒ Déclarée au cadre n° 6 ☐ Autre

Le présent document constitue une demande d'immatriculation au RCS, au RM, le cas échéant, au RSAC, REB et vaut déclaration au x services fiscaux, aux organismes de sécurité sociale, à l'INSEE et, s'il y a lieu, à l'inspection du travail. Quiconque donne, de mauvaise foi, des indications inexactes ou incomplètes s'expose à des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement.

LE REPRÉSENTANT LÉgal Déclaré au cadre N° 13

LE MANDATAIRE avant procuration

nom, prénom/dénomination et adresse

Certifie l'exactitude des renseignements donnés

Fait à CHALLES LE FAUX

Nombre d'intercalaire(s) M0' 0 de volet(s) TNS : 0

SIGNATURE

10



0706732020195BERNARD<<JACQU6401274M6

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

DECLARATION DE NON CONDAMNATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE A.123-51 du Code de commerce

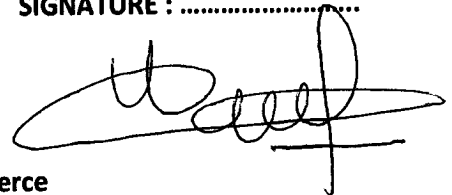
Je soussigné(e) : LEGER BERNARD
Né (e) le : 27/01/1964
à : LYON 6^{em}
de (nom et prénoms du père) : LEGER ROBERT
et de (nom et prénoms de la mère) : LEGER MARIE NEE TIBERI
demeurant : 207 ROUTE DE SAINT BALDOUPH
73190 CHALLES LES EAUX

Déclare sur l'honneur, conformément aux dispositions de l'article A.123-51 du Code de commerce, n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire – soit d'exercer une activité commerciale – soit de gérer, d'administrer ou de diriger une personne morale.

Fait à : CHALLES LES EAUX

Le : 10/06/2015

SIGNATURE :



Rappel : Article L123-5 du code de commerce

(Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3 Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)

Le fait de donner, de mauvaise foi, des indications inexactes ou incomplètes en vue d'une immatriculation, d'une radiation ou d'une mention complémentaire ou rectificative au registre du commerce et des sociétés est puni d'une amende de 4500 euros et d'un emprisonnement de six mois

Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article L.123-4 sont applicables dans les cas prévus au présent article.

ATTESTATION

Nous, soussignés,

*** Monsieur Bernard LEGER et Madame Véronique DUMAS, née MADELON, demeurant ensemble à CHALLES LES EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph,**

Nés, savoir :

Monsieur, le 27 janvier 1964, à LYON (69006),

Madame, le 1^{er} janvier 1966, à CHAMBERY (73000),

attestons être propriétaires d'un tènement immobilier sis à CHALLES LES EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph, dans les proportions suivantes :

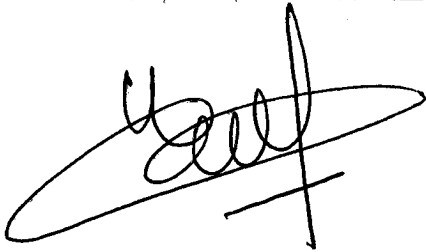
- Monsieur LEGER, à concurrence de moitié,
- Madame DUMAS, née MADELON, à concurrence de moitié,

et déclarons mettre gratuitement à la disposition de la Société "A.C.D.", société par actions simplifiée, au capital de 5 000 Euros, dont le siège est sis à CHALLES LES EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de CHAMBERY, à compter de ce jour, une pièce à usage de bureau faisant partie dudit tènement immobilier pour que cette dernière y installe son siège social.

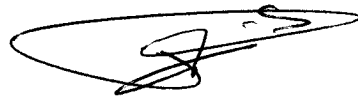
Aucune activité commerciale intense n'aura lieu au siège de la Société "A.C.D.", simple domiciliation sociale.

Fait pour servir et valoir ce que de droit,
à CHALLES LES EAUX (Savoie),
le 10 juin 2015.

Monsieur Bernard LEGER



Madame Véronique DUMAS,
Née MADELON



assurance

ATION

SAINT BALDOPH
CHALLES LES EAUX



1 AGRH
PAC AVIS 07/05/15 0000006260893104

Agent Général :

TELLIAN

CIS
IMBERY
09 85 46 00
33 64 47



M LEGER BERNARD
207 ROUTE SAINT BALDOPH
73190 CHALLES LES EAUX

Vos références :

Contrat n° 0000006260893104

Client n° 3255876404

Identifiant www.axa.fr : 567319036

Le 7 mai 2015

VOTRE AVIS D'ECHEANCE

Vous souscrivez un contrat d'assurance Habitation et nous vous remercions de votre confiance.

La prime arrive à échéance le **1er juin 2015**. Aussi nous vous invitons à nous adresser dans les dix prochains jours le règlement de la somme de **208,32 €** correspondant à votre cotisation pour la période du **1er juin 2015 au 30 juin 2015**.

Nous sommes heureux de vous compter parmi nos clients et vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.
Votre Agent Général

...

Simplifiez-vous la vie et payez en ligne sur <https://client.axa.fr> votre espace client.

AXA France IARD S.A. au capital de 214 799 030 € Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 NANTERRE CEDEX 722 057 460 R.C.S. Nanterre - Entreprise régie par le Code des assurances
TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460 -

1 €
3104

Bénéficiaire : AXA FRANCE IARD
Payeur : M LEGER BERNARD - 73190 CHALLES LES EAUX

112020000451 44010615000000626089310420602808 20832

ADAC0AE0CSF

ATTESTATION DE PARUTION

JOURNAL DU BATIMENT du 18/06/2015 (1 parution)

AVIS DE CONSTITUTION

Acte reçu par Me André GIRARD le 10 juin 2015.

Forme : Société par Actions Simplifiée.

Dénomination :

A.C.D.

Siège social : CHALLES LES EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph.

Objet : L'achat et la vente de fournitures et matériels médicaux et/ou para-médicaux ; toutes prestations d'intermédiaire, y compris en qualité d'agent commercial, dans le cadre de la vente des fournitures et matériels ci-dessus ; l'organisation de foires, salons, et plus généralement de tous événements, dans le domaine médical et/ou para-médical, l'ensemble ci-dessus hors de l'exercice de toutes activités spécialement réglementées ; la création, l'acquisition, l'exploitation, la vente, la prise ou la dation à bail de tous établissements industriels ou commerciaux se rattachant à cet objet ; la participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au R.C.S. de CHAMBERY.

Capital : 5 000 Euros par apport en numéraire.

Président : M. Bernard LEGER demeurant à CHALLES LES EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph, nommé pour une durée indéterminée.

Directeur général : M. Thierry CULOMA demeurant à VOGLANS (73420), 72 Rue de la Plaine, nommé pour une durée indéterminée.

Exercice du droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives personnellement ou par mandataire quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom.

Transmission des actions : Les cessions d'actions entre associés sont libres. Toute transmission d'actions, à l'exception de celle opérée au profit d'un associé de la société, est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés par écision prise à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés parti ant à la consultation, le cédant ne prenant pas part au vote.

Centre de Formalités des Entreprises

Ouvert du lundi au vendredi

de 9h à 11h30 et de 13h45 à 16h

ARRIVÉ le

- 1 JUL. 2015

GREFFE T.C

Chambéry

**SCP GIRARD ETEOCLE MAILLOCHON
ROISSARD**

**7 CHEMIN DES PRIMEVERES
73190 CHALLES LES EAUX**

Références à rappeler :

DECLARATION : No C73015033569 / M

Dossier suivi par : **GENEVIEVE FOLLIET**

Tél : **0479755730**

Mèl : **g.folliet@savoie.cci.fr**

Votre interlocuteur : 134222/AG/VM

RECEPISSE DE DEPOT DE DOSSIER DE CREATION D'ENTREPRISE

Société en formation en attente d'immatriculation

(délivré en application de l'Art. L123.9-1 et R123-16 du Code de Commerce)

Ce récépissé, délivré gratuitement, permet d'accomplir, au nom de la société en formation, les démarches nécessaires auprès des organismes publics et privés chargés d'une mission de service public (EDF, ligne téléphonique, poste pour la réception du courrier ...)

DELIVRE LE 30/06/2015 à :

Dénomination: A.C.D.

Forme juridique : SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

Adresse du siège:

207 ROUTE DE ST BALDOPH
73190 CHALLES LES EAUX

VALIDITE : jusqu'à l'immatriculation au RCS et au plus tard jusqu'à l'expiration du délai d'un mois qui EXPIRE LE 30/07/2015

Numéro unique d'identification provisoire délivré par l'INSEE **812 302 297**

Ce numéro d'identification deviendra définitif lorsqu'il vous sera notifié par le greffier du tribunal qui a procédé à l'immatriculation de la société au RCS.

Le présent récépissé ne saurait remplacer l'extrait d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés délivré par le Greffier du Tribunal chargé de la tenue du registre. L'utilisation frauduleuse du RDDCE expose à des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement.

INFORMATIONS DE GESTION DU DOSSIER PAR LE CFE

Références à rappeler :

DECLARATION : No C73015033569 / M

Votre dossier a été reçu le : 24 Juin 2015

Dossier suivi par : **GENEVIEVE FOLLIET**

Votre dossier est : **REPUTE COMPLET**

Date de transmission aux organismes destinataires : **30/06/2015**

Organismes destinataires :

TRIBUNAL COMMERCE

URSSAF

S.I.E. DE CHAMBERY

INSEE

Pièces justificatives fournies :

1 COPIE CARTE NATIONALE D'IDENTITE

1 DECLARATION SUR L'HONNEUR DE NON CONDAMNATION

1 DEMANDE PUBLICATION JOURNAL D'ANNONCES LEGALES

1 STATUTS

1 ATTESTATION BANCAIRE

1 LISTE DES SOUSCRIPTEURS

1 COPIE FACTURE ASSURANCE HABITATION

délivré à Chambéry par la CCI DE LA SAVOIE

Article R123-18 du Code de Commerce : Les organismes destinataires des déclarations et des demandes d'autorisation sont seuls compétents pour en contrôler la régularité ou en apprécier la validité. Leur transmission à ces organismes dessaisit le centre en ce qui concerne les formalités à accomplir.

ARRIVÉ LE :

06 JUIL. 2015

GREFFE T.C

GIRARD-ETEOCLE-MAILLOCHON-ROISSARD
541 AV du Grésivaudan
73800 Montmélian

CHAMBERY, le 01 Juillet 2015

Nos Réf : C 7301 503356 9 / RAC / 5661

Dossier : A.C.D.

207 RTE de Saint-Baldoph 73190 CHALLES LES EAUX

Réclamation de renseignements ou pièces manquants

Madame, Monsieur,

Nous avons reçu le 01 Juillet 2015 le dossier d'inscription au registre du commerce et des sociétés référencé en marge. Il nous a été transmis par le centre de formalités des entreprises relevant de la chambre de commerce et d'industrie.

Pour procéder à la régularisation de ce dossier d'inscription, vous voudrez bien nous fournir les renseignements ou pièces manquants suivants :

- compléter le cadre 14 du MO en retour en mentionnant M Thierry CULOMA en qualité de directeur général comme indiqué dans les statuts
- copie recto-verso de la carte d'identité ou passeport ou extrait d'acte de naissance en cours de validité de M Thierry CULOMA

A défaut de régularisation dans un délai de 15 jours à compter de la présente, nous serons dans l'obligation de prendre une décision de refus d'inscription.

Vous pouvez consulter en ligne le suivi de votre dossier sur www.infogreffe.fr, Formalités en ligne, suivi des formalités.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Greffier,



Réponse le 31/7/2015

En retour le NO + élément de documentation sur le DG

N.B. : Il est inutile de nous contacter par téléphone. Adressez-nous votre réponse par courrier, votre dossier sera régularisé immédiatement.

... n'ayant pas le pouvoir de représentation de la SAS vis à vis des tiers (ce qui est le cas de M. CULOMA) et n'a pas à être mentionné sur le Kbis-

LD 0679728696

*Cordialement
Nelle NORLANO*

DS

Maxime BOYER
Notaire

TRIBUNAL de COMMERCE-CHAMBERY

DEPOT
du - 7 JUL. 2015

N°..... Le Greffier,



André GIRARD
7 chemin des Primevères
73190 CHALLES LES EAUX
andre.girard@notaires.fr
Tel : 04.79.72.86.20
Fax : 04.79.72.75.54

ATTESTATION

JE, SOUSSIGNE, Maître André GIRARD, notaire, membre de la Société Civile Professionnelle « André GIRARD, Richard ETÉOCLE, Nicolas MAILLOCHON et Caroline ROISSARD, notaires associés », titulaire d'un Office notarial à MONTMELIAN (Savoie), avec Bureau annexe à CHALLES LES EAUX (Savoie), 7 Chemin des Primevères,

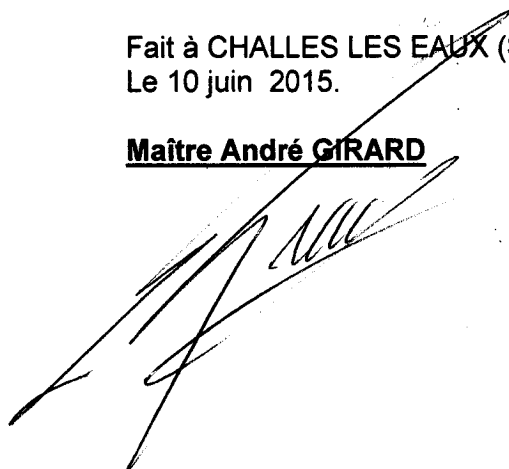
CERTIFIE ET ATTESTE avoir reçu le 10 juin 2015 :

- de Monsieur Thierry CULOMA demeurant à VOGLANS (73420), 72 Rue de la Plaine, un chèque tiré sur le CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE, numéro 6453622, d'un montant de 2 250,00 Euros,
 - de Monsieur Bernard LEGER demeurant à CHALLES LES EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph, un chèque tiré sur le CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE, numéro 9889788, d'un montant de 2 250,00 Euros,
 - de Monsieur Christophe TEXIER demeurant à AIX LES BAINS (73100), 1 Rue des Goélands, un chèque tiré sur le CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE, numéro 6453623, d'un montant de 500,00 Euros,
- soit ensemble une somme de 5 000 Euros représentant le montant de la libération totale, en numéraire, de la souscription de chacun d'eux aux 5 000 actions de 1,00 Euro chacune composant le capital de la société en formation dénommée "A.C.D.", société par actions simplifiée au capital de 5 000 Euros dont le siège est à sis à CHALLES LES EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph.

EN FOI DE QUOI, j'ai délivré la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à CHALLES LES EAUX (Savoie),
Le 10 juin 2015.

Maître André GIRARD



Siège de l'Etude :
541 avenue du Grésivaudan
73800 MONTMELIAN

Bureau Annexe :
7 chemin des Primevères
73190 CHALLES LES EAUX

Société Civile professionnelle titulaire d'un office notarial
Membre d'une Association agréée, le règlement des honoraires par chèques est accepté.

VM
134222



TRIBUNAL de COMMERCE-CHAMBERY

DEPOT
du - 7 JUL. 2015

N° 4198 Le Greffier, 

AG/VM/

13422203

L'AN DEUX MILLE QUINZE,
LE DIX JUIN,

A CHALLES LES EAUX (Savoie), 7 Chemin des Primevères, au Bureau
annexe de l'Office notarial ci-après nommé,

Maître André GIRARD, notaire, membre de la Société Civile
Professionnelle « André GIRARD, Richard ETÉOCLE, Nicolas MAILLOCHON et
Caroline ROISSARD, notaires associés », titulaire d'un Office notarial à
MONTMELIAN (Savoie),

A reçu le présent acte contenant :

STATUTS DE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

A LA REQUETE DE :

1/ Monsieur Thierry Francis **CULOMA**, prothésiste dentaire, époux de
Madame Isabelle Dominique Jeanne **VIGNOLLET**, conseillère pédagogique,
demeurant à VOGLANS (73420), 72 Rue de la Plaine,

né à CHAMBERY (73000), le 1er mars 1963,

marié à la Mairie de CHAMBERY (73000), le 12 juillet 1986, sous le régime
légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage
préalable,

ledit régime n'ayant subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire
depuis ainsi qu'il le déclare,

de nationalité française,

résident au sens de la réglementation fiscale,

2/ Monsieur Bernard Jacques Robert **LEGER**, gérant de société, demeurant à
CHALLES LES EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph,

époux de Madame Isabelle MADELON, née à CHAMBERY (73000), le 2 mai
1964, dont il est séparé de corps aux termes d'un jugement du Tribunal de Grande
Instance de CHAMBERY en date du 4 février 2010,

né à LYON (69006), le 27 janvier 1964,

marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à la
Mairie de CHAMBERY (73000), le 15 mai 1999,

ledit régime n'ayant subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis,
de nationalité française,
résident au sens de la réglementation fiscale,

3/ Monsieur Christophe Jean Robert **TEXIER**, gérant de société, époux de Madame Audrey Geneviève CARRON, fonctionnaire à l'ARS, demeurant à AIX LES BAINS (73100), 1 Rue des Goélands,
né à AUXERRE (89000), le 7 mai 1977,
marié à la Mairie d'AIX LES BAINS (73100), le 26 octobre 2002, sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Gilles GREFFIOZ, Notaire à AIX LES BAINS (Savoie), le 9 septembre 2002,
ledit régime n'ayant subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis ainsi qu'il le déclare,
de nationalité française,
résident au sens de la réglementation fiscale.

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Thierry CULOMA est présent à l'acte.
- Monsieur Bernard LEGER est présent à l'acte.
- Monsieur Christophe TEXIER est présent à l'acte.

LESQUELS ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils envisagent de constituer.

PREMIERE PARTIE **STATUTS**

Titre I -	Caractéristiques
Titre II -	Capital social
Titre III -	Parts sociales
Titre IV -	Administration de la société
Titre V -	Comptes sociaux
Titre VI -	Dispositions diverses

DEUXIEME PARTIE **DISPOSITION DIVERSES** **ET TRANSITOIRES**

PREMIERE PARTIE – STATUTS

TITRE I - CARACTERISTIQUES **ARTICLE 1 . FORME**

La société a la forme d'une société par actions simplifiée régie par le livre II, titre I et titre II chapitre VII du Code de commerce et les présentes.

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 . OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger, les activités suivantes :

- l'achat et la vente de fournitures et matériels médicaux et/ou para-médicaux,
- toutes prestations d'intermédiaire, y compris en qualité d'agent commercial,

dans le cadre de la vente des fournitures et matériels ci-dessus,

4

- l'organisation de foires, salons, et plus généralement de tous évènements, dans le domaine médical et/ou para-médical,
- l'ensemble ci-dessus hors de l'exercice de toutes activités spécialement réglementées,
- la création, l'acquisition, l'exploitation, la vente, la prise ou la dation à bail de tous établissements industriels ou commerciaux se rattachant à cet objet,
- la participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires,
- et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3. DENOMINATION

La dénomination sociale est "A.C.D."

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention R.C.S. suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à CHALLES-LES-EAUX (73190), 207 Route de Saint Baldoph.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même Commune par simple décision de la présidence, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la société est de QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés devront être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de Justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus. La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. APPORTS

Les associés effectuent les apports suivants :

* Monsieur Thierry CULOMA apporte la somme de DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (2 250,00 EUR),

* Monsieur Bernard LEGER apporte la somme de DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (2 250,00 EUR),

* Monsieur Christophe TEXIER apporte la somme de CINQ CENTS EUROS (500,00 EUR),

Soit, au total, une somme de CINQ MILLE EUROS (5 000,00 EUR).

Cette somme de CINQ MILLE EUROS (5.000,00 EUR), correspondant à CINQ MILLE (5 000) actions d'UN EURO (1,00 EUR) de valeur nominale chacune, souscrites et libérées en totalité, soit à hauteur de ladite somme de CINQ MILLE EUROS (5.000,00 EUR), a été déposée ce jour, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès du Notaire soussigné.

Cette somme sera retirée par le Président de la société sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce de CHAMBERY attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. Si la société

4

n'est pas constituée ou immatriculée plus de six mois après le premier dépôt de fonds, les associés ont la possibilité de retirer leur apport sous les conditions suivantes :

- l'autorisation individuelle de retrait est donnée par le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête,
- en cas de retrait par un mandataire commun des apporteurs, celui-ci doit justifier d'un pouvoir écrit.

La libération du surplus du capital social interviendra en une ou plusieurs fois, sur décision du Président, dans un délai maximum de cinq ans à compter de l'immatriculation. Les appels de fonds seront portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à chaque actionnaire.

ARTICLE 7 . NON APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Compte-tenu de la libre-négociabilité des actions, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil imposant à l'apporteur de biens communs d'aviser son conjoint et conférant à ce dernier la possibilité de revendiquer la qualité d'associé, ne sont pas applicables à la société par actions simplifiée.

ARTICLE 8 . CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **CINQ MILLE EUROS (5.000,00 EUR)**.

Il est divisé en CINQ MILLE (5 000) actions d'UN EURO (1,00 EUR) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées ainsi qu'il est dit ci-dessus, attribuées aux associés, savoir :

- * à Monsieur Thierry CULOMA, à concurrence de DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE (2 250) actions, en rémunération de son apport en numéraire,
 - * à Monsieur Bernard LEGER à concurrence de DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE (2 250) actions, en rémunération de son apport en numéraire,
 - * à Monsieur Christophe TEXIER à concurrence de CINQ CENTS (500) actions, en rémunération de son apport en numéraire,
- Total égal au nombre d'actions composant le capital social :
CINQ MILLE, ci 5 000.

ARTICLE 9 . MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

1/ Augmentation de capital

Principe :

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, sur le rapport du Président, prise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, la décision collective des associés doit être prise à l'unanimité.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des associés constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête du Président.

En outre, une décision collective extraordinaire doit être prise pour toutes augmentations de capital, sauf si elle est effectuée par apport en nature, à l'effet de décider, sur le rapport de ses dirigeants, l'ouverture ou non à cette occasion du capital à ses salariés. En cas de non-respect, la procédure d'augmentation de capital est frappée de nullité.



Au surplus, tous les trois ans une décision collective extraordinaire doit être prise pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital si les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées représentent moins de trois pour cent du capital. Ce délai est repoussé à cinq ans si une assemblée générale extraordinaire s'est prononcée depuis moins de trois ans sur la réalisation d'une augmentation de capital.

Droit préférentiel de souscription :

Chaque associé a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective extraordinaire peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

2° Réduction du capital

La réduction du capital pourra être décidée de la même façon.

La dissolution ne sera pas prononcée si une régularisation intervient au moment où statue le tribunal.

TITRE III - ACTIONS
ARTICLE 10. ACTIONS

Titre :

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des associés, l'identité du Président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Droits attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

Droit de vote :

Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des associés et donne droit à une voix.

Usufruit - nue-propriété :

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 14 des présents statuts.

Indivisibilité des actions :

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote seul fait l'objet de cette représentation, chacun des associés indivisaires gardant le droit de siéger en assemblée.

Libération des apports en numéraire :

Les actions souscrites en numéraire doivent être libérées, lors de leur souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.



Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Il est précisé que si une procédure collective est ouverte à l'encontre de la société, le capital non libéré sera immédiatement exigible.

ARTICLE 11 . CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

L'obligation d'information des salariés par le représentant légal de la société s'impose en cas de projet de cession des actions donnant accès à la majorité en capital. Si cette obligation n'est pas respectée, tout salarié pourra demander la nullité dans les deux mois de la date de la publication de la cession des actions ou de la date à laquelle tous les salariés en auront été informés.

Ces dispositions s'appliquent que la société ait plus ou moins de cinquante salariés, si elle est tenue à avoir un comité d'entreprise elle devra alors avoir moins de 250 salariés et réaliser un chiffre d'affaires n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 48 millions d'euros.

Cette obligation d'information a pour but de permettre aux salariés de déposer une offre de rachat dans les deux mois à compter de la notification de l'information. La cession ne pourra avoir lieu qu'une fois le délai de deux mois expiré sauf renonciation expresse entretiens de la part des salariés à présenter une offre de rachat.

Cette obligation n'existe pas en cas de cession par succession, liquidation du régime matrimonial ou de cession au profit d'un conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant, ou effectuée dans le cadre d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire.

MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES

Formalités - Opposabilité :

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire. Si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un Officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

La société établit la liste des associés avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute décision collective et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Domaine de l'agrément :

Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises, à peine de nullité, à l'agrément préalable de la société.

Cessions libres :

Interviennent librement les opérations entre associés uniquement.

Procédure :

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement, l'identité du ou des cessionnaires ou ayants droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

Le Président consultera, sous huitaine, la collectivité des associés.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés participant à la consultation, associés présents ou représentés, le cédant ne prenant pas part au vote. La participation effective de la moitié au moins des associés est nécessaire.

L'agrément résulte soit d'une notification soit du défaut de réponse plus de deux mois à partir de la date inscrite sur le récépissé de la lettre adressée au président.

Le défaut d'agrément doit être notifié dans le délai visé à l'alinéa précédent, sans que ce refus ait à être motivé. Ce refus du cessionnaire peut être assorti de la décision de céder aux mêmes conditions à un autre cessionnaire, associé ou non, le cédant aura alors huit jours à compter de la notification dudit refus pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce à son projet de cession.

En outre, toujours dans le cas d'un refus d'agrément, les actions peuvent également être rachetées, avec l'accord du cédant, par la société qui est alors tenue de les annuler un mois au plus tard après l'acquisition. Le Président sollicite cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les huit jours de la réception. A défaut de réponse dans ce délai, le cédant est réputé avoir accepté.

EXCLUSION

L'exclusion d'un associé pourra s'effectuer par une décision à la majorité des deux tiers des autres associés dûment motivée et basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société.

La décision enjoindra cet associé de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions, par contre ses droits de nature pécuniaire ne peuvent être suspendus.

Il est fait observer que l'associé dont l'exclusion est prévue ne peut être privé de son droit de participer à cette décision et de voter sur son exclusion.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise si contestation sur la valeur de cession ou de rachat, telle que prévue par l'article 1843-4 du Code civil, les frais et honoraires de celle-ci sont répartis entre les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Lorsque la société continue avec les associés survivants, l'héritier est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur de ses droits sociaux, valeur déterminée au jour du décès. En cas de contestation sur son montant, cette valeur est fixée par l'expert de l'article 1843-4 sus-visé.

ARTICLE 12 . COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées par une décision collective des associés prise en la forme ordinaire.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et le Président ou les associés.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 . PRESIDENCE

Nomination :

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, associée ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du Président doit être effectuée soit par l'associé unique soit par décision collective des associés prise à la majorité simple, la durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

Pouvoirs à l'égard des tiers :

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul Président.

Dans les rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Limitation de pouvoirs à l'égard des membres de la société :

Le Président prend seul toutes les décisions non attribuées à d'autres organes par la loi ou par les statuts.

Délégation de pouvoirs :

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le Président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au Greffe.

Sûretés :

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

Rémunération :

Le Président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

Assiduité - concurrence :

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le Président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, le Président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

Obligations :

Le Président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de commerce.

Le Président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du travail.

Démission :

Le Président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le Président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente jours du délai de préavis. A défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

Révocation :

Le Président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le Président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

Directeur général :

Le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués peuvent être des personnes physiques ou morales ayant ou non la qualité d'associé.

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés, sur proposition du Président, à la majorité simple des associés. La collectivité des associés statuant sur la nomination fixe la durée de celle-ci et sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment à la majorité simple des associés.

Le directeur général est doté des pouvoirs les plus étendus pour assurer la direction interne de la société, la collectivité des associés pourra, lors de sa désignation, et à titre de mesure interne, apporter les restrictions qu'elle jugera utiles aux pouvoirs de ce derniers. Il en ira de même pour les directeurs généraux délégués.

Le directeur général n'a pas le pouvoir légal de représenter la société. Si une modification des statuts venait à permettre au directeur général d'avoir les mêmes pouvoirs de représenter la société que le président directeur général, celle-ci ne sera opposable aux tiers qu'après avoir été publiée au Registre du Commerce et des sociétés. En toute hypothèse une simple délégation statutaire de pouvoirs par le président directeur général serait inefficace.

Modification dans le contrôle d'un associé

Dans la mesure où un ou plusieurs associés sont des personnes morales, ils doivent, en cas de changement de majorité et ou d'objet ou de forme, notifier à la société les modalités et justificatifs de ces changements, et ce dans un délai de quinze jours de ceux-ci.

En cas de changement de contrôle de la personne morale tel que défini par l'article L 233-3 du Code de commerce, ou de changement d'objet ou de détenteurs de parts pouvant mettre en péril le présent pacte social, l'exclusion pourra être prononcée.

Pour se prononcer sur l'exclusion éventuelle, la société devra, dans le mois de la notification ci-dessus, engager la procédure d'exclusion selon la procédure et les

effets décrits aux présentes. A défaut, la procédure d'exclusion pour ces motifs de changement ne pourra plus être introduite.

ARTICLE 14 . DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions à prendre collectivement sont les suivantes :

- nomination, renouvellement et révocation du Président de la société, du directeur général et des directeurs généraux délégués et fixation de leur rémunération,
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes,
- approbation des comptes sociaux et affectation des résultats,
- extension ou modification de l'objet social,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- augmentation des engagements de tous les associés,
- agrément des cessionnaires d'actions,
- définition des conditions de retrait, de remboursement et rémunération des sommes versées en compte courant,
- conventions réglementées sur le rapport du commissaire aux comptes s'il existe,
- adoption des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions,
- fusion, scission, apport partiel d'actif,
- transformation en une société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- dissolution de la société,
- et les actes dont la conclusion est soumise à l'autorisation préalable de la collectivité des associés.

Décisions collectives - décisions de l'associé unique :

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du Président.

Les associés peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ce dernier porte le nom et la signature de l'ensemble des associés, qu'ils soient présents ou représentés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour toutes décisions si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions définies ci-après à l'article « Droit de convocation » ci-après.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décisions unilatérales.

Droit de convocation :

Les associés sont convoqués par le Président, à défaut, ils le sont par le commissaire aux comptes s'il existe.

En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des actions, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut, également, obtenir par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute décision collective prise à la suite d'une convocation irrégulière peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation :

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre simple ou recommandée. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Lieu de convocation :

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le Président.



Droit de communication - délai :

Quinze jours au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé : le texte des résolutions proposées, le rapport du Président, celui du commissaire aux comptes s'il existe.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque associé : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.

Représentation :

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associés sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

Comité d'entreprise :

Dans la mesure où il existe un comité d'entreprise, et conformément aux dispositions de l'article L 432-6-1, II, du Code du travail, les décisions quelles que soient leurs formes, devront être prises dans le strict respect des prescriptions dudit article.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées d'associés dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des associés. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des associés.

Vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées par le membre du comité d'entreprise mandaté à cet effet au président qui les examine et en accuse réception par tout moyen faisant preuve de la notification, dans un délai de dix jours.

En application de la loi, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée en cas d'urgence.

Procès-verbaux :

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du Président, identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le Président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le Président ou éventuellement les liquidateurs.

Décisions ordinaires :

1 - Les décisions ordinaires sont celles à prendre par la collectivité des associés qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an dans les six mois de la clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent. Si l'assemblée n'a pas été réunie dans ce délai, le ministère public ou tout associé peut saisir le

président du Tribunal compétent statuant en référé afin d'enjoindre, le cas échéant sous astreinte, aux dirigeants de convoquer cette assemblée générale ou de désigner un mandataire pour y procéder.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis,
- statuer sur la répartition et l'affectation du résultat en se conformant aux dispositions statutaires,

- nommer ou révoquer le président et le ou les directeurs généraux.

2 - Les décisions ordinaires ne sont prises, sur première convocation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance dans le délai prescrit possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris celles des associés ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

Décisions extraordinaires :

1 - Sauf disposition contraire des présents statuts, la collectivité des associés statuant en la forme extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2 - Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés y compris celles des associés ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

Les décisions à prendre à la majorité des deux tiers des voix sont les suivantes :

- l'augmentation du capital,
- l'amortissement du capital,
- la réduction du capital,
- la fusion, la scission,
- la nomination ou la révocation du commissaire aux comptes,
- les conventions réglementées,
- les actes dont la conclusion est soumise à autorisation préalable.

3 - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, la collectivité des associés qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale.

En outre dans les décisions collectives extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire, et chacun des autres associés dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans limitation, le mandataire d'un associé disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions.

Décisions requérant l'unanimité des associés :

- l'adoption et la modification des clauses statutaires visées aux articles L 227-13, L 227-14, L 227-16 et L 227-17 du Code de commerce,
- l'augmentation des engagements de tous les associés,
- le transfert du siège social à l'étranger emportant changement de nationalité de la société,
- la transformation en société en nom collectif,
- le changement d'objet social,
- la prorogation de la durée de la société,
- la dissolution.



Conventions interdites :

L'article L 225-43 du Code de commerce interdit aux dirigeants de la société de contracter sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité du contrat, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par cette dernière un découvert ou encore de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements financiers envers les tiers.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple associé, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, ni celles passées avec une société contrôlant une société associée de la S.A.S.

Conventions réglementées :

Conformément à l'article L 227-10 du Code de commerce, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doivent être soumises au contrôle des associés.

Le Président doit porter à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en existe un, ces convention dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes ou à défaut le Président présente à la collectivité des associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

La collectivité des associés statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions sus-visées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes s'il existe. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Démembrement des parts :

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – le droit de vote appartient à l'usufruitier, savoir :

I – En matière d'assemblées générales ordinaires

Le droit de vote de l'usufruitier portera sur :

- l'approbation des comptes,
- l'affectation et la répartition des résultats.

Pour toutes ces décisions, le nu-propriétaire devra être également convoqué.

Le droit de vote appartiendra au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra être également convoqué.

II – En matière d'assemblées générales extraordinaires

Le droit de vote appartiendra au nu-propriétaire pour toutes les décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra également convoqué.

En cas de transmission des titres dans le cadre des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts avec réserve d'usufruit, et par dérogation avec ce qui vient d'être indiqué ci-dessus, les droits de vote de l'usufruitier seront alors limités aux seules décisions concernant l'affectation des bénéfices.



TITRE V - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 15 . EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier octobre de chaque année et se termine le trente septembre de l'année suivante.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 16 . COMPTES SOCIAUX- RESULTATS

Comptes sociaux :

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire et les comptes annuels puis établissent le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes s'il existe. Ils établissent et publient, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes s'il existe, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des associés, la société est tenue de déposer au Greffe du Tribunal de commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-23 du Code de commerce. Ce dépôt peut s'effectuer par voie électronique. Dans ce cas, le dépôt s'effectue dans les deux mois de l'approbation par l'assemblée des associés.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

Le rapport de gestion doit être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, le dépôt dans le même délai, au Registre du Commerce et des Sociétés, de l'inventaire et des comptes annuels dûment signés vaut approbation des comptes.

Résultats :

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.



- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée des associés ou, à défaut, par le Président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du Président.

ARTICLE 17 . COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société peut être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi dans la mesure où les dispositions contenues dans l'article L 227-9-1 du Code de commerce ci-après littéralement rapporté reçoivent application :

« Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article L. 227-9.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en Conseil d'État : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. »

Nomination :

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, seront nommés par l'assemblée générale ordinaire des associés pour la durée légale en cours au jour de leur nomination.

Ils seront indéfiniment rééligibles, la reconduction tacite dans leur fonction est inopérante.

Mission :

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par la loi.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société,
- de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur,
- de vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations donnés dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires s'il en existe et assurer l'information suffisante du ou des associés, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, il est fait exception à l'obligation de déposer le rapport de gestion qui doit être toutefois tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Démission

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société. En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le suppléant accède de droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.



Révocation - Empêchement :

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'associé unique, ou par décision collective des associés.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 18 : DROIT D'INFORMATION PERMANENT**

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions,
- les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes,
- les inventaires,
- les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives,
- les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 19 : TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**Transformation :**

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les associés.

Dissolution :

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des associés peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société lorsque les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le Président ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des associés visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de commerce.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un président qu'il soit associé ou non. En outre, la mésentente entre les associés se traduisant par une paralysie du fonctionnement de la société constitue un juste motif de dissolution.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Liquidation :

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément à l'article L 237-1 du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux associés du montant nominal libéré et non amorti



de leurs actions, est réparti entre les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

ARTICLE 20 . ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du Tribunal de commerce compétent du lieu du siège social.

ARTICLE 21 . NON-CONCURRENCE – MANDAT A EFFET POSTHUME

Il est interdit à tous membres de la société, fondateurs ou non, dirigeants ou non :

- d'exercer toute activité en dehors de celle-ci qui pourrait se révéler concurrentielle ou déloyale envers ladite société,
- d'établir un mandat à effet posthume en contradiction avec les dispositions des présentes.

TELS SONT LES STATUTS

DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

PREMIER EXERCICE SOCIAL

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et sera clos le 30 septembre 2016.

PREMIER PRESIDENT

Le premier Président nommé sans limitation de durée par les fondateurs est Monsieur Bernard LEGER, comparant aux présentes, qui accepte.

Monsieur Bernard LEGER déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Monsieur Bernard LEGER déclare qu'il exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires conformément aux dispositions de l'article 13 ci-dessus.

PREMIER DIRECTEUR GENERAL

Le premier Directeur Général nommé sans limitation de durée, sur proposition du Président, par les fondateurs est Monsieur Thierry CULOMA, comparant aux présentes, qui accepte.

Monsieur Thierry CULOMA déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Monsieur Thierry CULOMA déclare qu'il exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires conformément aux dispositions de l'article 13 ci-dessus.

ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION - POUVOIRS - ETAT

Etat des actes accomplis

* Versement, le 10 juin 2015, des fonds constitutifs du capital social auprès de Maître André GIRARD, Notaire soussigné.

Pouvoirs

Les associés confèrent à Monsieur Bernard LEGER le mandat de prendre les engagements suivants pour le compte de la société avant son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, savoir :



- pouvoirs généraux : procéder à l'immatriculation de la société,
- pouvoirs spéciaux : Néant.

L'immatriculation de la société vaudra reprise des engagements ci-dessus par celle-ci conformément à l'article L 210-6, deuxième alinéa, du Code de commerce.

Pour le cas où la société ne serait pas constituée, les associés seront tenus solidairement des obligations nées des actes ainsi accomplis.

ENREGISTREMENT – FRAIS

Enregistrement :

Conformément aux dispositions de l'article 635-1 1er et 5ème du Code général des impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date.

Frais :

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, dont les honoraires prévus à l'article XIII du tarif des notaires, lesdits honoraires arrêtés d'un commun accord entre le Notaire et les requérants, au montant de MILLE EUROS (1.000,00 EUR), seront à la charge de la société, portés en frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfice.

En attendant l'immatriculation de la société, ils seront avancés par les associés ou l'un d'entre eux.

SOUSSION A L'IMPOT SUR LES SOCIETES

La société sera soumise à l'impôt sur les sociétés.

Il est en outre précisé que toutes les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés sont tenues de recourir aux télé-procédures fiscales et ce quel que soit leur chiffre d'affaires.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFIP,
- les offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales.

Pour les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les informations relatives à l'acte, au bien qui en est l'objet, aux montants de la transaction, des taxes, frais et commissions seront transmises au Conseil supérieur du notariat ou à son délégataire pour être transcrites dans une base de données immobilières.

En vertu de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du correspondant Informatique et Libertés désigné par l'Office à : cil@notaires.fr.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des requérants, personnes physiques, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée.

Comprenant

- renvoi approuvé : 0
- blanc barré : 0
- ligne entière rayée : 0
- nombre rayé : 0
- mot rayé : 0

DONT ACTE sur dix-neuf pages
Paraphes

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.
 Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.

SUIVENT LES SIGNATURES

ENREGISTRE A SIE DE CHAMBERY

LE 11/06/2015 Bordereau n°2015/872 Case n°1

Enregistrement : Exonéré

Ext. 2638

Total liquidé :

zéro euro

Montant reçu :

zéro euro

L'Agent des impôts : Catherine TEYSSIER

Expédition délivrée en DIX-NEUF
 pages sans renvoi ni mot nul

